



**Save the
Children**



PRINCIPES POUR GARANTIR QU'AUCUN ENFANT NE SERA LAISSÉ POUR COMPTE AU SOMMET POUR UN NOUVEAU PACTE FINANCIER MONDIAL

Les enfants et leurs droits doivent être au cœur des préparatifs et des résultats du *Sommet pour un nouveau pacte financier mondial* (le Sommet), qui se tiendra à Paris les 22 et 23 juin 2023. Il est largement admis que le monde traverse une période de crises multiples, sous l'effet de l'urgence climatique, des conflits et de l'aggravation des inégalités. Ce que l'on réalise moins souvent, c'est que les enfants paient le prix de ces crises, en particulier ceux qui sont les plus touchés par les inégalités et la discriminationⁱ.

Une analyse récente de Save the Children a révélé un fossé important et grandissant entre les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) pour tous les enfants et celles disponiblesⁱⁱ. Les turbulences économiques mondiales, l'urgence climatique, le surendettement et l'accès réduit à des prêts abordables aggravent encore le problème. La crise mondiale actuelle de la faim et de la nutrition souligne la nécessité d'agir de toute urgence. Alors que nous vivons à une époque de progrès technologique et de savoir-faire scientifique, il est intolérable qu'une personne meure de faim toutes les quatre secondes et que 60 millions d'enfants de moins de cinq ans soient considérés comme souffrant de malnutrition aiguëⁱⁱⁱ.

L'objectif du Sommet, qui est d'élaborer un nouveau pacte financier mondial pour répondre à cette période de crise, est donc louable. Toutefois, pour débloquer le financement urgent tant nécessaire, trois principes clés doivent guider la préparation du Sommet et les négociations sur les résultats attendus :



**Save the
Children**

1. VEILLER À CE QUE LES ENFANTS ET LES PAYS LES PLUS TOUCHÉS PAR LES CRISES AIENT LEUR MOT À DIRE

ET DES MOYENS D'ACTION POUR CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS DE FINANCEMENT

Le Sommet ne doit pas être un forum où l'on discute de solutions qui servent principalement les intérêts des pays à revenus élevés et des entreprises qui y sont implantées. De plus, ces décisions ne doivent pas être prises sans consultation préalable des organisations de la société civile et des communautés qui seront les plus touchées, notamment les enfants victimes de la pauvreté, des inégalités et de la discrimination fondée entre autres, sur leur race, situation de handicap, indigénité, statut de déplacement ou de migration, orientation sexuelle, identités et expression de genre et leurs caractéristiques sexuelles.

Tout nouveau pacte financier mondial doit être fondé sur un programme défini et piloté par les pays à faible revenu qui réponde aux défis financiers spécifiques auxquels ils sont confrontés. Leur participation est également essentielle pour assurer l'équité, la légitimité et, en fin de compte, le succès du pacte. Mais surtout, ce pacte doit placer les droits de l'enfant au centre de ses préoccupations, et leur offrir de véritables opportunités de participer à la prise de décision et de faire connaître leurs expériences, leurs priorités et leurs idées. C'est ainsi que le Sommet contribuera à la réalisation de l'engagement pris dans le cadre de l'Agenda 2030 de ne laisser personne de côté et d'atteindre en premier lieu les personnes qui accusent le plus grand retard.

« Le plus utile serait de donner aux jeunes la possibilité de s'exprimer et de se faire entendre ; ils ont déjà des idées »

Jeune fille de
15 ans, Guatemala

2. TENIR LES PROMESSES EXISTANTES

ET PRIORISER LE RÔLE ESSENTIEL DES FINANCES PUBLIQUES

« La pauvreté va de pair avec les changements climatiques. Elle empêche les familles d'accéder à la nourriture et même aux services de santé. Je prie instamment le gouvernement d'aider nos parents, car il m'arrive parfois d'être chassé de l'école parce que mes parents n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité »

Garçon de 11 ans,
Kenya

Le Sommet doit axer ses efforts sur le besoin urgent d'obtenir un financement public international plus important et de meilleure qualité. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il est inutile de tenter de mobiliser un financement privé, notamment pour les énergies vertes et les infrastructures nécessaires à un développement inclusif et durable. Mais ces efforts ne doivent pas faire oublier les responsabilités qui incombent aux pays à revenu élevé de financer les pertes et dommages et les mesures d'anticipation, et de soutenir les investissements publics adéquats dans l'éducation, la santé, la protection des citoyens, la protection sociale et autres services pour les enfants, dans les pays et les communautés qui en ont le plus besoin. Il s'agit là de fondements essentiels pour obtenir une prospérité économique inclusive et durable à long terme.

Le déficit de financement des ODD ne serait pas aussi important aujourd'hui si les pays à revenu élevé et les institutions internationales avaient respecté leurs engagements et promesses formulés dans les accords internationaux précédents. Par exemple :

- Même si l'ambition du G20 de réorienter 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux est réalisée lors du Sommet, il aura fallu près de deux ans pour y parvenir, soit beaucoup plus longtemps que ce qui avait été initialement prévu.
- Bien que le cadre commun du G20 pour le traitement de la dette ait été opérationnalisé, deux ans et demi après sa création, aucune dette d'aucun pays n'a encore été traitée dans ce cadre.



**Save the
Children**

- L'engagement pris en 2009 par les pays développés de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour le financement de la lutte contre le changement climatique d'ici à 2020 n'a pas été respecté, même si l'on considère les estimations les plus optimistes^{iv}. En outre, tout le monde s'accorde à dire que les nouveautés et les ajouts qui avaient été promis ne se sont pas concrétisés^v.
- Bien que l'Aide Publique au Développement (APD) officielle ait augmenté, des sommes de plus en plus importantes sont dépensées au sein même des pays des gouvernements donateurs^{vi}. De plus, la majorité des pays n'ont pas encore tenu la promesse faite il y a cinquante ans de fournir une APD équivalente à 0,7 % de leur revenu national brut^{vii}. Plus de 5 700 milliards de dollars de flux d'aide ont été perdus au cours de ces 50 années d'engagements non tenus^{viii}.

Les participants au Sommet doivent reconnaître les échecs et accélérer les progrès vers des solutions. Le Sommet doit être l'occasion de tenir les promesses déjà faites et de remédier aux faiblesses des mécanismes et approches existants, tout en explorant de nouveaux moyens de débloquent des fonds. Sinon, quelle garantie auront les enfants que les nouvelles promesses faites dans le cadre du pacte de Paris seront honorées ?

3. ALLER AU-DELÀ

DES SOLUTIONS DE FACILITÉ

Aucune piste ne doit être négligée pour combler le déficit de financement des ODD. Il faut trouver des solutions visionnaires et ambitieuses, axées sur l'exploitation des synergies entre la lutte contre l'urgence climatique et l'éradication de la pauvreté. C'est l'occasion de prendre au sérieux l'ampleur et les causes profondes des défis existants, la quantité et le type de ressources nécessaires, et de fixer des objectifs collectifs ambitieux. Si les solutions sont difficiles à mettre en œuvre, mais nécessaires, elles doivent être envisagées. C'est le moment idéal d'inscrire des sujets comme les échanges commerciaux, la fiscalité, les flux financiers illicites et la politique monétaire mondiale équitable à l'ordre du jour international au sens large, et de commencer à

forger une unité et une solidarité pour mettre en place des institutions internationales plus justes et plus inclusives afin de mener à bien la transformation nécessaire de l'architecture financière mondiale. Ces transformations doivent envisager, entre autres, la mise en place d'une convention fiscale des Nations Unies, un mécanisme multilatéral permanent et indépendant de règlement de la dette souveraine qui devrait, *in fine*, être convenu dans des espaces multilatéraux entièrement inclusifs tels que les Nations Unies. C'est le moment idéal de réclamer des solutions durables qui favorisent des voies de développement justes et inclusives pour les enfants du monde, plutôt que d'entraver la réalisation de leurs droits et de les empêcher de réaliser leur potentiel.

Il est essentiel d'investir dans les enfants, leurs droits et leurs demandes pour sortir de ces crises conjuguées et réaliser les promesses de l'Agenda 2030 et des

ODD. Il est possible de transformer les sombres perspectives auxquelles sont confrontés les enfants en un avenir plus radieux pour les générations présentes et futures. Les déficits de financement peuvent être comblés et la gouvernance financière internationale peut être plus équitable, mais pour cela, les gouvernements nationaux et la communauté internationale devront mettre en œuvre une action audacieuse et ambitieuse grâce à des solutions multilatérales et à une coopération au niveau international.

« Je pense que la plupart des préjudices économiques causés par le changement climatique touchent les pays en développement. Les pays développés doivent reconnaître que les habitants de pays lointains souffrent alors qu'ils ne sont aucunement responsables de la situation, et prendre des mesures de toute urgence pour y remédier »

Jeune fille de 17 ans,
Japon

« Nous devons travailler ensemble parce que nous ne vivons pas dans le même pays, mais dans le même monde »

Jeune fille de 15 ans,
Afrique du Sud

AU VU DE CES PRINCIPES, LE SOMMET

DOIT AU MINIMUM :

- Inclure réellement les pays à faible revenu et vulnérables au climat, les enfants et les organisations de la société civile dans les processus préparatoires et la prise de décision dans le cadre du Sommet.
- Accélérer la mise en œuvre de l'engagement des principaux donateurs à consacrer 0,7 % du RNB à l'aide, conformément à l'intention initiale de l'APD de soutenir le développement économique et le bien-être des pays à faible revenu, et réformer les règles afin de garantir que le financement du développement, de l'aide humanitaire et de la lutte contre le changement climatique atteindra rapidement les enfants des communautés les plus touchées par l'urgence climatique, la pauvreté et les inégalités.
- Poursuivre l'objectif ambitieux de maximiser le potentiel de financement concessionnel des Banques Multilatérales de Développement (BMD), grâce à un financement adéquat afin de faire en sorte que le FMI, la Banque mondiale et les autres BMD disposent des ressources nécessaires pour agir et fonctionner efficacement.
- Respecter et aller bien au-delà de l'engagement de recycler 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux, en le considérant comme un point de départ pour des réallocations beaucoup plus ambitieuses des pays qui ne les utilisent pas vers les pays qui en ont un besoin urgent.
- Se montrer prêt à s'engager dans des discussions cruciales sur le financement des pertes et dommages, dépasser rapidement l'engagement non tenu de 100 milliards de dollars de financement climatique par an et veiller à ce que ce financement profite en premier lieu aux pays vulnérables au climat et parvienne à un équilibre entre les mesures d'atténuation et d'adaptation.
- S'accorder sur la nécessité d'un système de financement pour le climat et le développement qui soit centré sur les droits de l'enfant et la lutte contre les inégalités.
- Reconnaître les lacunes et les insuffisances des initiatives existantes en matière de dette et de fiscalité, et redoubler d'efforts pour y remédier par le biais de mécanismes véritablement inclusifs et équitables.

Les citations d'enfants qui figurent dans cette note d'information sont tirées d'un exercice d'écoute global mené par Save the Children, en 2022, auprès de plus de 50 000 enfants à travers le monde. Nous remercions tous les enfants qui ont partagé avec nous leurs expériences, leurs points de vue et leurs suggestions de solutions à la crise mondiale du climat et des inégalités.

ⁱ Pour plus de détails sur l'impact disproportionné sur les enfants, voir les rapports suivants de Save the Children : [Une génération d'espoir : 2,4 milliards de raisons de mettre fin à la crise mondiale du climat et des inégalités dans le monde](#) (2022) et [Nés au cœur de la crise climatique : Pourquoi nous devons agir maintenant pour garantir les droits des enfants](#) (2021)

ⁱⁱ Save the Children (2023), [From Bleak Prospects to Bright Futures: Urgent actions to address public under-investment in children across lower income countries](#)

ⁱⁱⁱ Save the Children (2023), ["We are the most affected": Why children's voices must be at the heart of the hunger crisis response](#)

^{iv} OCDE (2022), [Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2016-2020](#)

^v Care (2022), [That's Not New Money: Assessing how much public finance has been "new and additional" to support for development](#)

^{vi} Development Initiatives (2023), [Aid in 2021: Key facts about official development assistance](#) (L'aide en 2021 : éléments clés concernant l'aide au développement officielle)

^{vii} Pour en savoir plus sur l'historique de l'objectif de 0,7 % du RNB, voir [cette note d'information de l'OCDE](#).

^{viii} Oxfam (2020), [50 ans de promesses non tenues](#)